



AYITI INTEL | ONE-STOP INTELLIGENCE BRIEF

January 02, 2026

Intelligence for Haiti's Democratic Transition

SYNTHESE EXECUTIVE

Le jour férié de la Fête des Ancêtres n'a produit aucun nouveau développement politique ou sécuritaire, les bureaux gouvernementaux et l'ambassade des États-Unis étant restés fermés pendant le week-end de trois jours. La pause opérationnelle de quatorze jours dans la violence des gangs qui a commencé le 21 décembre se poursuit jusqu'au 2 janvier, représentant la période soutenue la plus longue sans attaques majeures en 2025. La division diplomatique non résolue entre les États-Unis et le Canada sur l'échéance constitutionnelle du 7 février persiste sans déclarations de la CARICOM, de l'OEA ou du CPT abordant la crise de légitimité. Les opérations gouvernementales reprennent 5 janvier, redémarrant les horloges opérationnelles et politiques avec trente-six jours restants jusqu'au règlement de comptes constitutionnel qui déterminera si Haïti fait face à une transition ordonnée ou à un vide de pouvoir.



RESUME RAPIDE POUR LES PARTIES PRENANTES

Le jour férié de la Fête des Ancêtres du 2 janvier n'a donné aucun nouveau développement en raison de la fermeture gouvernementale.
La pause opérationnelle de quatorze jours dans la violence des gangs se poursuit, la période soutenue la plus longue en 2025.
La division diplomatique États-Unis-Canada sur l'échéance du 7 février reste non résolue sans déclarations internationales.
Les opérations gouvernementales reprennent 5 janvier avec trente-six jours jusqu'à l'expiration du mandat du CPT.
Une fenêtre critique de deux semaines du 5 au 18 janvier détermine si une transition ordonnée ou un vide de pouvoir émerge.

DEVELOPPEMENT 1: LA PAUSE OPERATIONNELLE DE QUATORZE JOURS SE PROLONGE PENDANT LE WEEK-END FERIE

La poursuite de la pause opérationnelle jusqu'au 2 janvier, jour de la Fête des Ancêtres, marque quatorze jours consécutifs sans violence majeure des gangs du 21 décembre au 2 janvier, excluant les incidents isolés du 23 au 26 décembre. Cela

représente la période soutenue la plus longue sans attaques significatives en 2025 et confirme que les groupes armés prolongent stratégiquement leur pause des fêtes pendant le week-end de trois jours combinant le 1er janvier Jour de l'Indépendance, le 2 janvier Fête des Ancêtres et le week-end régulier avant la reprise des opérations gouvernementales 5 janvier. Le schéma démontre que les gangs conservent une pleine capacité opérationnelle pour activer et désactiver la violence à volonté malgré la mobilisation générale de la PNH annoncée le 28 décembre et le don du 27 décembre de vingt-cinq véhicules blindés américains aux forces de sécurité haïtiennes.

La pause stratégique sert de multiples objectifs des gangs pendant la période des fêtes. Premièrement, elle permet la consolidation des positions et les opérations de réapprovisionnement suite à la frappe par drone de Minoterie du 24 décembre qui a tué des dizaines de membres de gangs. Deuxièmement, elle fournit l'espace pour observer les développements politiques incluant l'approbation par le Secrétaire d'État américain Rubio le 1er janvier des progrès vers les élections de 2026, la rhétorique d'unité du Premier Ministre Conille le 1er janvier et la stratégie de normalisation du gouvernement qui procède comme si le CPT gouvernera jusqu'en 2026 malgré l'échéance constitutionnelle du 7 février. Troisièmement, la pause positionne les groupes armés pour une escalade lorsque les bureaux gouvernementaux rouvriront 5 janvier, avec trente-six jours restants jusqu'à l'échéance que les gangs peuvent exploiter pour un effet de levier dans d'éventuelles négociations d'amnistie malgré la doctrine de non-négociation du PM du 28 décembre.

La pause de quatorze jours n'indique pas une défaite militaire du contrôle des gangs sur quatre-vingts pour cent de Port-au-Prince. Elle démontre plutôt une planification stratégique sophistiquée par les groupes armés qui comprennent que les pauses opérationnelles périodiques pendant les fêtes nationales majeures réduisent la pression internationale tout en préservant la capacité pour une violence reprise ciblant l'infrastructure économique incluant les marchés, les ports et les hôpitaux. La Force de Suppression des Gangs et la PNH manquent de capacité opérationnelle pour déloger les positions de gangs retranchées pendant ces pauses, comme en témoigne l'absence d'opérations offensives gouvernementales pendant la période de quatorze jours lorsque les forces des gangs étaient théoriquement vulnérables pendant leur propre arrêt.



CONTEXTE HISTORIQUE

Les groupes armés d'Haïti ont démontré un schéma de pauses opérationnelles stratégiques pendant les fêtes nationales majeures depuis 2023, utilisant ces périodes pour la consolidation tout en évitant l'attention internationale que la violence soutenue pendant les célébrations patriotiques générerait.

POINTS DE DISCUSSION

La pause opérationnelle de quatorze jours représente la période soutenue la plus longue sans violence majeure des gangs en 2025.

La pause démontre la sophistication opérationnelle et la capacité de planification stratégique des gangs plutôt qu'une défaite militaire.

Les forces gouvernementales n'ont pas exploité la période d'arrêt des gangs avec des opérations offensives pour reconquérir le territoire.

Trente-six jours jusqu'à l'échéance du 7 février créent une opportunité de levier pour les gangs recherchant l'amnistie malgré la doctrine de non-négociation.

Une reprise de la violence est attendue du 5 au 7 janvier lorsque les opérations gouvernementales redémarrent et que la justification de la pause des fêtes expire.

DECISIONS RECOMMANDEES

Les partenaires internationaux de sécurité devraient pré-positionner des capacités de réponse rapide pour la reprise de violence attendue du 5 au 7 janvier.

La CARICOM et l'OEA devraient convoquer des sessions de coordination d'urgence pendant la fenêtre du 5 au 10 janvier avant l'escalade de la violence des gangs.

Les organisations humanitaires devraient accélérer le pré-positionnement de fournitures médicales et d'équipes de réponse aux traumatismes dans les hôpitaux de Port-au-Prince.

Les entités du secteur privé devraient réviser les protocoles de sécurité et les plans de continuité de la chaîne d'approvisionnement pour la période opérationnelle du 5 au 10 janvier.

Les réseaux de la diaspora devraient activer les protocoles de communication familiale et les mécanismes d'assistance d'urgence avant la reprise du 5 janvier.



CONFIANCE



Haute confiance basée sur des rapports institutionnels officiels.

DEVELOPPEMENT 2: LA DIVISION DIPLOMATIQUE ETATS-UNIS-CANADA RESTE NON RESOLUE ALORS QUE L'ECHEANCE APPROCHE

La division diplomatique entre les États-Unis et le Canada sur l'échéance constitutionnelle du 7 février persiste sans résolution pendant la période des fêtes du 1er au 2 janvier. La déclaration du 1er janvier du Secrétaire d'État américain Marco Rubio reconnaissant les progrès vers les élections de 2026 approuve implicitement la gouvernance du CPT s'étendant jusqu'en 2026, tandis que la déclaration du 16 décembre de l'Ambassadeur canadien Sebastien Giroux selon laquelle le 7 février représente la fin inconditionnelle du mandat du CPT crée une contradiction fondamentale dans le positionnement international. L'absence de toute déclaration clarificatrice de la CARICOM, de l'OEA, de la mission BINUH de l'ONU ou du CPT lui-même pendant la période du 1er au 2 janvier indique que les acteurs internationaux et le gouvernement haïtien évitent le règlement de comptes constitutionnel pendant le blackout des fêtes.

La division non résolue crée trois questions urgentes qui deviennent critiques lorsque les opérations gouvernementales reprennent 5 janvier. Premièrement, la CARICOM publiera-t-elle une déclaration réconciliant les positions américaine et canadienne ou l'organisme régional maintiendra-t-il le silence alors que l'échéance du 7 février approche dans trente-six jours. Deuxièmement, l'OEA opérationnalisera-t-elle sa clause de continuité institutionnelle s'engageant à travailler avec les autorités haïtiennes pour éviter un vide de pouvoir, et si oui cela signifie-t-il approuver l'extension du CPT alignée avec la position américaine ou négocier un nouveau cadre transitionnel aligné avec la position canadienne. Troisièmement, le CPT annoncera-t-il formellement un mécanisme d'extension du mandat ou continuera-t-il la stratégie de manœuvres silencieuses rapportée par Vant Bef Info le 31 décembre qui normalise

l'extension sans annonce explicite.

Le vide diplomatique produit une crise de légitimité avec des implications profondes pour la période post-7 février. L'approbation américaine fournit une couverture internationale pour l'extension du CPT et la gouvernance continue jusqu'aux élections de 2026, mais la position de fin inconditionnelle du Canada signifie que le Conseil manquera de pleine légitimité internationale après le 7 février même s'il continue à gouverner. Cette division internationale reflète la division domestique où le mouvement MORN a déclaré le CPT expiré le 28 décembre tandis que le Premier Ministre Conille a approuvé le calendrier électoral réaliste et crédible du CEP le 30 décembre. Avec trente-six jours restants jusqu'à l'échéance constitutionnelle, les deux à trois prochaines semaines du 5 au 25 janvier représentent la fenêtre critique pour savoir si les acteurs internationaux négocient une position unifiée ou permettent au CPT de gouverner dans une zone crépusculaire de légitimité avec une reconnaissance partielle mais pas universelle.



CONTEXTE HISTORIQUE

Les gouvernements transitionnels précédents en Haïti ont opéré dans des zones grises de légitimité lorsque les membres de la communauté internationale détenaient des positions divergentes sur l'autorité constitutionnelle, créant une paralysie de gouvernance et une exploitation du vide sécuritaire par les groupes armés.

POINTS DE DISCUSSION

La division États-Unis-Canada sur l'échéance du 7 février crée une contradiction fondamentale dans le soutien international à la transition haïtienne.

Zéro déclarations de la CARICOM, de l'OEA ou de l'ONU pendant la période des fêtes du 1er au 2 janvier indique un évitement de la crise constitutionnelle.

La stratégie de manœuvres silencieuses du CPT normalise l'extension du mandat sans annonce formelle ou mécanisme constitutionnel.

Trente-six jours restants créent une fenêtre de deux à trois semaines pour la coordination internationale avant le point de crise.

La zone crépusculaire de légitimité permet au CPT de gouverner avec l'approbation

américaine mais le rejet canadien et l'opposition domestique.

DECISIONS RECOMMANDEES

La CARICOM devrait convoquer une réunion ministérielle d'urgence pendant le 5-10 janvier pour forger une position unifiée sur le cadre post-7 février.

L'OEA devrait clarifier l'implémentation de la clause de continuité institutionnelle par une déclaration formelle d'ici le 15 janvier.

Le Groupe de Partenaires Internationaux devrait coordonner la messagerie diplomatique pour éviter les contradictions publiques qui minent la légitimité du CPT.

Le gouvernement canadien devrait soit réconcilier sa position avec la position américaine soit fournir une proposition de cadre alternatif d'ici le 20 janvier.

Le CPT devrait publier une déclaration formelle sur le mécanisme d'extension du mandat d'ici le 15 janvier pour éviter l'effondrement de légitimité le 7 février.



CONFIANCE



Haute confiance basée sur des rapports institutionnels officiels.

DEVELOPPEMENT 3: LA REPRISE DES OPERATIONS GOUVERNEMENTALES 5 JANVIER REDEMARRE LES HORLOGES CRITIQUES

La reprise des opérations gouvernementales 5 janvier suite au week-end férié de trois jours redémarre les horloges opérationnelles et politiques qui ont été mises en pause pendant la période de quatorze jours du 21 décembre au 2 janvier. L'ambassade américaine rouvre le 5 janvier après fermeture les 1er et 2 janvier, les bureaux gouvernementaux haïtiens reprennent les opérations normales et les principaux médias retournent à pleine capacité de reportage après un personnel réduit des fêtes. Ce redémarrage opérationnel se produit avec trente-six jours restants jusqu'à l'échéance constitutionnelle du 7 février, créant une chronologie compressée pour toute négociation visant à étendre le mandat du CPT par amendement constitutionnel, accord international ou nouveau cadre transitionnel.

La reprise du 5 janvier sert de journée indicatrice critique à travers de multiples domaines. Sur la sécurité, les premières vingt-quatre à quarante-huit heures après la réouverture gouvernementale démontreront si les gangs reprennent immédiatement la violence ou prolongent la pause opérationnelle, la reprise confirmant que la pause de quatorze jours était purement stratégique plutôt que liée à la capacité. Sur la gouvernance, le CPT doit soit publier une déclaration abordant l'échéance du 7 février soit continuer la stratégie de normalisation silencieuse qui procède sans annonce d'extension formelle. Sur la coordination internationale, la CARICOM et l'OEA font face à un point de décision pour savoir s'ils convoquent des sessions d'urgence abordant la division États-Unis-Canada pendant la fenêtre du 5 au 10 janvier ou attendent jusqu'à fin janvier lorsque seulement dix à quinze jours restent avant le 7 février.

Le timing crée une pression en cascade à travers tous les acteurs. Si la violence des gangs reprend du 5 au 7 janvier ciblant l'infrastructure économique comme attendu, cela aggravera la crise politique en démontrant l'impotence gouvernementale alors que l'échéance constitutionnelle approche. Si le CPT maintient le silence sur l'échéance du 7 février jusqu'à mi-janvier, cela confirme la stratégie de manœuvres silencieuses qui normalise l'extension sans mécanisme constitutionnel légitime. Si les acteurs internationaux échouent à coordonner une position unifiée pendant la fenêtre du 5 au 18 janvier, le résultat sera la zone crépusculaire de légitimité où le CPT gouverne avec une reconnaissance internationale partielle mais fait face à l'opposition domestique de MORN et des groupes de la société civile contestant son autorité constitutionnelle après le 7 février.



CONTEXTE HISTORIQUE

Les périodes transitionnelles précédentes d'Haïti ont démontré que les chronologies compressées pour les transitions constitutionnelles sans consensus international et domestique clair produisent des vides de pouvoir que les groupes armés exploitent pour l'expansion territoriale et le levier d'amnistie.

POINTS DE DISCUSSION

La reprise de 5 janvier redémarre les horloges opérationnelles et politiques après la pause des fêtes de quatorze jours.

Les premières vingt-quatre à quarante-huit heures après la réouverture indiquent si la pause opérationnelle des gangs se termine immédiatement.

Trente-six jours jusqu'au 7 février créent une chronologie compressée pour toute négociation d'extension du mandat.

Le CPT doit choisir entre une annonce d'extension formelle ou la stratégie de normalisation silencieuse continue.

Une fenêtre de deux à trois semaines du 5 au 25 janvier détermine le résultat de transition ordonnée versus vide de pouvoir.

DECISIONS RECOMMANDEES

Les parties prenantes de sécurité devraient surveiller de près les indicateurs de violence pendant la fenêtre du 5 au 7 janvier pour les schémas de reprise.

Les analystes politiques devraient suivre les déclarations du CPT pendant le 5-15 janvier pour des signaux sur l'approche d'extension du mandat.

Les organisations internationales devraient positionner des mécanismes de coordination pour un déploiement rapide si la violence s'intensifie pendant le 5-10 janvier.

Les organisations médiatiques devraient augmenter la capacité de couverture de Port-au-Prince pour documenter les développements post-fêtes.

Les groupes de la société civile devraient préparer des plans de mobilisation de contingence si le CPT poursuit l'extension du mandat sans légitimité constitutionnelle.



CONFIANCE



Confiance modérée basée sur des rapports institutionnels partiels.

CE QU'IL FAUT SURVEILLER ENSUITE

PROCHAINES 24 A 48 HEURES

La reprise de la violence des gangs dans les vingt-quatre à quarante-huit heures de la réouverture gouvernementale 5 janvier signalerait la fin de la pause opérationnelle stratégique et le retour au schéma d'attaques ciblant l'infrastructure économique. La direction de déplacement est vers l'escalade alors que les gangs testent la capacité gouvernementale et exploitent l'échéance approchante du 7 février pour un levier d'amnistie. Le risque primaire est des attaques coordonnées sur les marchés, les ports ou les hôpitaux pendant la fenêtre du 5 au 7 janvier démontrant l'impotence gouvernementale.

CETTE SEMAINE

Des sessions de coordination d'urgence de la CARICOM ou de l'OEA pendant le 5-10 janvier indiqueraient que les acteurs internationaux reconnaissent l'urgence de l'échéance du 7 février et négocient une position unifiée sur le cadre post-échéance. La direction de déplacement dépend de savoir si la division États-Unis-Canada peut être réconciliée ou si une zone crépusculaire de légitimité émerge. Le risque primaire est le silence diplomatique continu permettant à la stratégie de normalisation silencieuse du CPT de procéder sans mécanisme d'internationalisation légitime.

HORIZON STRATEGIQUE

Une déclaration formelle du CPT sur le mécanisme d'extension du mandat d'ici le 15 janvier clarifierait l'approche de gouvernance pour la période post-7 février et fournirait une base pour la coordination internationale. La direction de déplacement est vers soit une transition ordonnée par extension négociée soit un vide de pouvoir par expiration de l'échéance constitutionnelle sans successeur légitime. Le risque primaire est l'effondrement de légitimité le 7 février si le CPT gouverne sans autorité constitutionnelle et fait face à l'opposition domestique plus le rejet international partiel.

SOURCES PRIMAIRES

TimeAndDate.com Jours Fériés Haïti 2026

Ambassade des États-Unis Haïti Facebook Avis de Fermeture 1-2 Janvier

Portail d'Information Haiti Libre 2 Janvier 2026

AYITI INTEL | ONE-STOP INTELLIGENCE BRIEF

Vant Bef Info 31 Décembre 2025 Rapport Manuvres Silencieuses CPT
Secrétaire d'État américain Marco Rubio Déclaration 1er Janvier 2026
Ambassadeur canadien Sebastien Giroux Déclaration 16 Décembre 2025
Mouvement MORN Déclaration 28 Décembre 2025
Premier Ministre Garry Conille Approbation Calendrier CEP 30 Décembre 2025
PNH Annonce Mobilisation Générale 28 Décembre 2025
Département d'État américain Don de Véhicules Blindés 27 Décembre 2025